

# CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 7

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 54<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 giugno 2008)

Raccomandazione n. 822 <sup>(1)</sup>

Sviluppi politici in Afghanistan and Pakistan <sup>(2)</sup>

*Trasmessa il 30 giugno 2008*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Continuant à soutenir sans réserve les efforts de la communauté internationale pour reconstruire l'Afghanistan et convaincue que l'échec est à exclure;

(ii) Considérant que la rébellion actuelle et la mauvaise performance du gouvernement afghan devraient être une source de préoccupation pour l'ensemble de la communauté internationale et qu'en aucun cas on ne saurait permettre à

l'Afghanistan de redevenir un sanctuaire et une base d'opérations pour le terrorisme islamique fondamentaliste;

(iii) Soulignant le fait que la reconstruction de l'Afghanistan exigera de la communauté internationale un engagement à long terme;

(iv) Regrettant que la population n'ait pas accès aux services publics, notamment dans les zones du pays où la rébellion sévit particulièrement, tout en étant exposée à la terreur et au chantage exercés par les talibans et d'autres bandes armées, parfois même par la police locale;

(v) Préoccupée par la forte augmentation des activités des insurgés et des terroristes en 2007 par rapport à 2006;

<sup>(1)</sup> Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2008, au cours de sa 3<sup>e</sup> séance plénière.

<sup>(2)</sup> Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Detlef Dzembitzki, rapporteur (Allemagne, Groupe socialiste), Document 2010.

(vi) N'ignorant pas que jusqu'à présent la rébellion a concentré ses activités les plus intenses sur une zone très réduite du sud du pays, ne représentant que 10 per cento des districts de l'Afghanistan et 6 per cento de sa population totale;

(vii) N'ignorant pas non plus l'apparition progressive d'une rébellion à l'extrême nord-ouest du pays et dans certaines provinces proches de Kaboul;

(viii) Constatant que, bien que les rebelles reçoivent l'appui et tirent leur force d'éléments appartenant à la communauté afghane, le soutien provenant de réseaux basés à l'étranger qui leur fournissent un encadrement, une planification, un entraînement, un financement et des équipements reste déterminant pour leurs chances de succès;

(ix) Consciente que les tensions demeurent entre le gouvernement afghan et le parlement au sujet de problèmes importants tels que la sécurité nationale et les dispositions relatives aux prochaines élections présidentielles et législatives, les premières à être gérées par les autorités afghanes depuis l'Accord de Bonn;

(x) Estimant de la plus haute importance de bien préparer et mettre en oeuvre le processus électoral, qui renforcerait considérablement l'autorité et la légitimité du gouvernement;

(xi) Soulignant qu'il faut empêcher à tout prix les opposants au processus démocratique de revenir sur les acquis obtenus aux termes des Accords de Bonn ou de les neutraliser;

(xii) Se félicitant de l'intensification des efforts du gouvernement afghan pour assurer la sécurité et les services de première nécessité au niveau local, montrant ainsi qu'il est de plus en plus conscient que la confiance de la population à son égard est indispensable pour assurer la stabilité;

(xiii) Préoccupée par la lenteur excessive du gouvernement dans la mise en

ouvre de la stratégie anti-corruption approuvée antérieurement;

(xiv) Constatant que les multiples mesures visant à réformer la Police nationale afghane ne sont que lentement entrées en vigueur, que la corruption sévissant dans ses rangs continue à poser un sérieux problème et que les procédures permettant de rendre compte des effectifs, du matériel et des armes restent peu fiables;

(xv) Soulignant l'urgence, pour le Bureau international de coordination de la police, de mettre en place, en étroite coopération avec toutes les forces internationales concernées, une stratégie d'ensemble pour réformer la Police nationale afghane (PNA), en maintenant un équilibre entre la nécessité de faire respecter la loi et celle de prendre des mesures contre la rébellion;

(xvi) Notant qu'une Police nationale afghane ne saurait assurer la sécurité des citoyens ni faire prévaloir l'Etat de droit sans un système judiciaire pleinement abouti et fiable;

(xvii) Consciente du fait que le Ministère de la Justice, la Cour suprême et le cabinet du Procureur général souffrent encore d'un manque considérable de ressources et d'infrastructures ainsi que de juges et de procureurs compétents et expérimentés et que l'accès aux tribunaux et à l'aide judiciaire, droits pourtant inscrits dans la Constitution, échappent à la majorité des Afghans;

(xviii) Reconnaissant que des signes d'amélioration dans la mise en place d'un système judiciaire ont été constatés récemment et qu'à la suite de la Conférence de Rome tenue en juillet 2007 sur l'Etat de droit en Afghanistan, une stratégie nationale pour le secteur judiciaire ainsi qu'un programme national pour la justice ont été élaborés, ce qui devrait permettre de surmonter les lacunes actuelles;

(xix) N'ignorant pas que la dispersion des groupes armés illégaux a enregistré

quelques progrès, bien que seuls 21 des 51 districts visés aient appliqué le programme de démantèlement, et constatant notamment que les principaux potentats locaux continuent d'entretenir des milices armées;

(xx) Regrettant que pour diverses raisons, la lutte antidrogue en Afghanistan n'ait pas conduit à une réduction significative de la culture du pavot destiné à la fabrication d'opium ni de la production d'opium et que l'Afghanistan fournisse désormais 93 per cento du marché mondial des opiacés;

(xxi) N'ignorant pas que la culture du pavot pour l'opium reste concentrée dans les provinces du sud et de l'ouest où sévit la rébellion et que le nombre de provinces ne produisant plus d'opium est passé de six en 2006 à 13 en 2007;

(xxii) Notant que selon le consensus actuel, un programme efficace de lutte contre les narcotiques doit combiner respect de la loi, interdiction et éradication des cultures, éducation, information et programme d'ensemble prévoyant des moyens de subsistance alternatifs, mais qu'il est urgent que tous les acteurs concernés s'accordent sur la manière d'associer ces différentes méthodes pour obtenir les meilleurs résultats;

(xxiii) Soulignant que la réussite de ce programme de lutte contre les stupéfiants exigera nécessairement un financement important et un gouvernement capable d'imposer son autorité, de faire respecter l'ordre par les instances concernées et de fournir la totalité des services requis à l'appui des structures juridiques et socio-économiques, ce qui prendra plusieurs années;

(xxiv) Considérant que l'aide internationale a considérablement changé la vie de la population afghane, mais regrettant que l'on n'ait pas accordé suffisamment d'attention à la coordination des programmes d'aide et à l'évaluation de leur efficacité;

(xxv) Considérant que l'aide au développement devrait être répartie de façon plus homogène à travers le pays afin que les incitations à revenir à la normale soient comparables pour toutes les communautés;

(xxvi) Regrettant que les initiatives visant à reconstruire la société afghane par l'instauration d'une justice de transition, la recherche de la vérité, la réhabilitation des victimes et la réconciliation, aux termes du Pacte pour l'Afghanistan, toutes déterminantes pour la sécurité et la stabilité, soient insuffisantes;

(xxvii) Convaincue qu'à moins de persuader les rebelles les moins radicaux, par la négociation et diverses incitations, d'accepter les structures constitutionnelles et d'adhérer au régime démocratique, il sera impossible de parvenir à stabiliser l'Afghanistan;

(xxviii) Considérant que les efforts déployés pour la reconstruction en Afghanistan ne rencontreront un succès durable que si le gouvernement comme la population sont véritablement parties prenantes dans le processus, conformément à la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan;

(xxix) Considérant que la Conférence de Paris prévue en juin 2008 devrait non seulement appuyer la mise au point définitive, le lancement, le financement et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan mais également examiner en priorité et avant toute chose l'application du Pacte pour l'Afghanistan et fixer des repères permettant de mesurer la réussite de l'effort international de reconstruction en Afghanistan;

(xxx) Considérant que la stabilité ne sera durablement acquise en Afghanistan que si tous ses voisins l'acceptent en y voyant la clé de la stabilité de la région dans son ensemble et agissent en conséquence;

(xxxi) Consciente que la rébellion ne peut être matée par les seuls moyens militaires, mais convaincue qu'il faut des

effectifs considérables dans le sud afin de créer l'environnement de sécurité nécessaire à l'aide humanitaire d'urgence, à l'aide au développement et aux campagnes d'information du gouvernement;

(xxxii) Se félicitant des changements dans les opérations tactiques de la FIAS qui ont débouché sur une diminution sensible du nombre des victimes civiles;

(xxxiii) Considérant que la communauté internationale doit fournir le plus tôt possible davantage de troupes et de formateurs pour développer les capacités des forces de sécurité afghanes, notamment de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane;

(xxxiv) Notant qu'aux termes des engagements de la Conférence de Londres, l'UE et ses Etats membres ont promis de verser plus de la moitié (2.416 millions de dollars) du montant promis par les Etats-Unis (4.000 millions de dollars), mais regrettant que les membres de l'UE aient bien moins d'influence sur la stratégie de développement et de reconstruction de l'Afghanistan en raison de leur incapacité à présenter un front uni et de leur continuelle tendance à promouvoir leurs divers intérêts nationaux;

(xxxv) Se félicitant de la Vision stratégique de la FIAS rendue publique au sommet de l'OTAN à Bucarest qui confirme un engagement commun à long terme, la volonté de renforcer le gouvernement afghan, une approche d'ensemble de la part de la communauté internationale et l'accroissement de la coopération avec les voisins de l'Afghanistan;

(xxxvi) Se félicitant de l'issue des élections de février 2008 au Pakistan, qui expriment clairement le rejet de toute participation des militaires au gouvernement et le refus du militantisme religieux, et affirment la confiance de l'opinion dans la démocratie;

(xxxvii) Notant que le gouvernement pakistanais doit maintenant relever un certain nombre de défis d'ordre social et économique, notamment la hausse des

prix alimentaires et pétroliers, les graves pénuries d'énergie et d'électricité, les déficiences du système éducatif et le chômage massif, tous ces problèmes nécessitant un traitement urgent;

(xxxviii) Consciente que le gouvernement devra également trouver une solution face à la demande croissante en faveur d'un partage du pouvoir entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces, et d'une répartition plus équitable des ressources entre les différentes parties du pays;

(xxxix) Soulignant que les deux principaux partenaires de la coalition gouvernementale au Pakistan doivent cesser leurs querelles politiques et concentrer leur attention sur les besoins du pays qui ont été résumés dans les deux considérants précédents;

(xl) Constatant que l'absence d'autorité et de services gouvernementaux dans les zones tribales du Pakistan le long des frontières avec l'Afghanistan a transformé ces secteurs en sanctuaires pour les forces rebelles de toutes sortes, notamment les talibans et Al Qaida, qui s'en servent pour regrouper, réarmer, recruter et entraîner leurs forces pour des opérations en Afghanistan;

(xli) Considérant que le Pakistan a reconnu que les opérations militaires ne suffiraient pas à stabiliser les zones tribales et que pour venir à bout de l'islamisme radical militant, il doit adopter une démarche globale, comprenant des réformes administratives, économiques, éducatives, judiciaires et sociales, allant de pair avec l'action menée par une communauté du renseignement fidèle au gouvernement, ainsi que par la police, la justice et, le cas échéant, les forces armées;

(xlii) Considérant que la communauté internationale doit s'attacher à fournir une assistance substantielle aux programmes de développement du Pakistan dans les zones tribales si elle veut que ces dernières soient stabilisées;

(*xl*iii) Constatant toutefois avec préoccupation que même si les islamistes radicaux sont disposés à renoncer à la violence au Pakistan en échange d'une diminution de la pression militaire dans les zones tribales et de la fourniture par le gouvernement des services de base, ils ne seront pas nécessairement prêts à cesser de soutenir leurs alliés radicaux de l'autre côté de la frontière avec l'Afghanistan dans leur lutte contre la coalition internationale et le gouvernement afghan;

(*xl*iv) Appuyant le Document sur la stratégie par pays de l'UE 2007-2013 pour le Pakistan, qui fait de la diminution de la pauvreté son objectif essentiel et met l'accent sur l'aide au développement rural et à la gestion des ressources naturelles, ainsi que sur l'éducation et le développement des ressources humaines;

(*xl*v) Soulignant l'importance de la mise en œuvre de ces types de programme de développement dans les zones tribales de part et d'autre de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan en vue de garantir la prospérité et la stabilité de l'ensemble de la zone où vivent des tribus pashtounes; (*xl*vi) Se félicitant de ce que les pays d'Asie centrale à la frontière nord de l'Afghanistan et leurs alliés les plus proches sont de plus en plus conscients que l'échec de la communauté internationale en Afghanistan pourrait avoir des incidences désastreuses sur leur propre stabilité et leur sécurité, et qu'ils ont en conséquence commencé à intensifier leur coopération et leur assistance, en particulier dans le cadre des organisations régionales;

(*xl*vii) Considérant que les alliés occidentaux doivent accorder une plus grande attention à la politique de l'Iran à l'égard de l'Afghanistan et envisager de renforcer leur coopération avec ce pays dans ce secteur, non seulement parce que l'Iran a une connaissance approfondie de la culture et de la société de la région, mais aussi parce que la stabilité de l'Afghanistan présente pour lui un intérêt réel,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES NATIONS DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE A:

1. Faire des efforts sérieux pour imposer un concept stratégique européen cohérent et complet d'implication civile et militaire dans la reconstruction de l'Afghanistan;

2. Travailler en étroite coopération avec les Etats-Unis et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en Afghanistan à l'élaboration d'une stratégie unique et homogène afin de déterminer les efforts que doit faire la communauté internationale pour reconstruire l'Afghanistan et de définir des objectifs et des repères communs visant à réussir l'effort international de reconstruction, en vue de permettre à tous les participants étrangers de définir collectivement les circonstances dans lesquelles ils pourraient se désengager de façon ordonnée;

3. S'assurer que la Conférence de Paris prévue en juin 2008 effectuera une évaluation collective de ce qui a été réalisé jusqu'à présent ainsi qu'une mise à jour et, si nécessaire, une adaptation du Pacte pour l'Afghanistan de 2006 pour y inclure un engagement clair de la communauté internationale à atteindre les objectifs fixés et à fournir les ressources humaines et financières requises;

4. Elaborer une politique commune cohérente à l'égard des voisins de l'Afghanistan en vue de les faire participer à une stratégie visant à apporter une contribution effective et durable à la paix, la stabilité et la prospérité en Afghanistan;

5. Accélérer leurs efforts, en étroite coopération avec la Commission et le Conseil de l'UE, afin de mettre au point une approche européenne homogène à l'égard des domaines essentiels que sont le maintien de l'ordre, l'instauration de l'Etat de droit et la lutte antidrogue dans lesquels ils aident le gouvernement afghan à élaborer une stratégie cohérente;

6. Convenir que leur contribution à l'effort de reconstruction doit se poursuivre jusqu'à ce que la sécurité, la stabilité et l'Etat de droit aient été instaurés dans l'ensemble de l'Afghanistan et que le pays ait un gouvernement national démocratique en pleine possession de ses pouvoirs, capable de fournir à sa population tous les services de première nécessité.

7. Poursuivre vigoureusement les objectifs fixés dans le Document sur la stratégie de l'UE 2007- 2013 pour le Pakistan, afin d'aider ce pays à retrouver la stabilité et à assurer la prospérité de l'ensemble de sa population;

8. Encourager plus avant les efforts initiés par le G8 en 2007, visant à recourir à la méthode traditionnelle des jirgas

comme moyen d'instaurer la paix, d'une part en Afghanistan au niveau local et régional, d'autre part entre l'Afghanistan et le Pakistan en vue de régler leurs problèmes dans la région frontalière;

9. Mettre en oeuvre des programmes similaires de développement économique et social dans les zones tribales de part et d'autre de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, en coopération étroite, en vue d'apporter la prospérité et la stabilité à l'ensemble de ce secteur;

10. Accroître leur coopération avec l'Iran en vue d'instaurer la paix, la prospérité et la stabilité en Afghanistan, en exploitant pleinement la connaissance approfondie qu'a l'Iran de la culture et de la société de la région et son intérêt réel pour un Afghanistan stable.



**N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 822 <sup>(1)</sup>Sviluppi politici in Afghanistan and Pakistan <sup>(2)</sup>

L'ASSEMBLEA,

(i) continuando a sostenere senza riserve gli sforzi internazionali per la ricostruzione dell'Afghanistan e certa che non potrà esserci alcun fallimento;

(ii) considerando che le insurrezioni in corso e le scarse capacità del governo afgano dovrebbero essere motivo di preoccupazione per l'intera comunità internazionale e che in nessun caso si dovrebbe permettere all'Afghanistan di ridiventare un rifugio e un terreno fertile per il terrorismo di matrice islamica fondamentalista;

(iii) evidenziando che il processo di ricostruzione dell'Afghanistan richiederà un impegno a lungo termine da parte della comunità internazionale;

(iv) rammaricandosi del fatto che la popolazione non ha accesso ai servizi pubblici, in particolare in quelle zone del paese in cui i disordini sono diffusi, ed è nel contempo sottoposta al terrore e alle estorsioni da parte dei Talebani e di altri gruppi armati, nonché talvolta di forze di polizia locali;

(v) preoccupata del brusco innalzamento del livello delle attività eversive e terroristiche nel 2007 rispetto all'anno precedente;

(vi) sapendo che la più intensa attività eversiva è stata finora circoscritta ad un'area piuttosto limitata nel sud del paese, che rappresenta solo il 10 per cento dei distretti dell'Afghanistan e il 6 per cento della popolazione totale;

(vii) consapevole inoltre della crescita graduale di attività eversive nella regione più a nord ovest del paese e in alcune province limitrofe a Kabul;

(viii) osservando che, sebbene i ribelli traggano sostegno e forza da elementi interni alla comunità afgana, il supporto ricevuto da reti estere che forniscono leadership, organizzazione, addestramento, finanziamento e equipaggiamenti, restano determinanti per le possibilità di successo;

(ix) consapevole delle continue tensioni tra il Governo e il Parlamento afgani in merito ad importanti questioni quali la sicurezza nazionale e l'organizzazione delle prossime elezioni presidenziali e legislative, che per la prima volta dopo l'Accordo di Bonn sono gestite da autorità afgane;

(x) attribuendo la massima importanza ad una preparazione e uno svolgi-

<sup>(1)</sup> Adottata dall'Assemblea il 4 giugno 2008 nel corso della terza seduta.

<sup>(2)</sup> Motivazione: si veda la relazione presentata a nome della Commissione Politica da parte dell'On. Detlef Dzembitzki (Germania, Gruppo socialista) Documento 2010.

mento adeguati del processo elettorale, che potrebbero aumentare sensibilmente l'autorità e la legittimità del governo;

(*x*) evidenziando che agli oppositori al processo democratico dovrebbe essere negata ogni possibilità di capovolgere e annullare i risultati finora ottenuti nel quadro dell'Accordo di Bonn;

(*xii*) accogliendo con favore i maggiori sforzi compiuti da parte del Governo afgano intesi a garantire sicurezza e servizi di base a livello locale, dimostrando in tal modo di essere consapevole che la fiducia dell'opinione pubblica nel governo è fondamentale per garantire stabilità;

(*xiii*) preoccupata per l'eccessiva lentezza con cui il governo ha proceduto nell'attuazione della strategia anticorruzione approvata in precedenza;

(*xiv*) prendendo nota del fatto che i numerosi progressi compiuti nell'ambito della riforma della Polizia nazionale afgana hanno tardato a entrare in vigore, che la corruzione al suo interno resta un problema grave e che i processi di controllo e responsabilità del personale, dei materiali e delle armi restano inaffidabili;

(*xv*) evidenziando l'urgenza che il Consiglio internazionale di coordinamento delle forze di polizia sviluppi, in stretta cooperazione con tutte le forze internazionali coinvolte, una strategia globale di riforma della Polizia nazionale afgana, cercando il giusto equilibrio tra la necessità di far rispettare la legge e le misure volte a contrastare le insurrezioni;

(*xvi*) prendendo nota del fatto che la Polizia nazionale afgana non è in grado di garantire la sicurezza dei cittadini e far prevalere lo stato di diritto in assenza di un sistema giuridico effettivo e affidabile;

(*xvii*) consapevole del fatto che il Ministero della Giustizia, la Corte Suprema e l'Ufficio del Procuratore generale risentono allo stato attuale di una significativa mancanza di risorse, infrastrutture e di giudici e avvocati qualificati ed esperti e del fatto che il ricorso ai tribunali e

all'assistenza giudiziaria, benché sia un diritto sancito dalla Costituzione, non è accessibile per la maggior parte degli afgani;

(*xviii*) riconoscendo che recentemente si sono avuti segni di miglioramento nello sviluppo di strutture giudiziarie e che, a seguito della Conferenza di Roma nel luglio 2007 sullo stato di diritto in Afghanistan, sono state messe a punto una strategia nazionale per il settore giustizia e un programma nazionale sulla giustizia che dovrebbero servire a superare le difficoltà esistenti;

(*xix*) consapevole di alcuni sviluppi nello smantellamento di gruppi armati illegali, sebbene soltanto 21 dei 51 distretti coinvolti abbiano rispettato il programma di smantellamento e prendendo nota in particolare del fatto che i principali detentori del potere continuano a mantenere proprie milizie armate;

(*xx*) rammaricandosi del fatto che, per numerose ragioni, la lotta al narcotraffico in Afghanistan non ha portato ad una diminuzione significativa della coltivazione e produzione di papavero da oppio e che l'Afghanistan fornisce attualmente il 93 per cento del mercato globale di oppiacei;

(*xxi*) consapevole del fatto che le coltivazioni di papavero da oppio sono concentrate nelle province a sud e a ovest interessate dalle insurrezioni e che il numero delle province in cui la coltivazione del papavero è assente è passato da 6 nel 2006 a 13 nel 2007;

(*xxii*) prendendo nota dell'attuale consenso sul fatto che un programma efficace di lotta al narcotraffico debba includere l'applicazione della legge, il divieto e la distruzione delle colture, l'educazione, l'informazione nonché un programma generale che fornisca mezzi di sussistenza alternativi; tuttavia è urgente un accordo generale tra tutti gli attori coinvolti sulle modalità di utilizzo di tali strumenti in modo combinato, allo scopo di ottenere i migliori risultati;



(xxiii) sottolineando che il successo nell'attuazione di questi programmi di lotta la narcotraffico richiederà necessariamente notevoli finanziamenti ed un governo in grado di imporre la propria autorità attraverso le forze dell'ordine e di fornire tutta la gamma di servizi necessari per mantenere le strutture giuridiche e socio-economiche, il che richiederà un periodo di tempo di diversi anni;

(xxiv) considerando che gli aiuti internazionali hanno rappresentato una significativa differenza nella vita degli afgani, ma deplorando il fatto che non si presta sufficiente attenzione al coordinamento degli sforzi di aiuto e alla valutazione dell'efficienza;

(xxv) considerando che gli aiuti allo sviluppo dovrebbero essere distribuiti in maniera più equa in tutto il paese affinché gli incentivi per un ritorno alla normalità delle comunità siano ovunque confrontabili;

(xxvi) deplorando l'insufficienza delle iniziative che contribuiscano a ricostruire la società afgana attraverso una giustizia di transizione, la ricerca della verità, la riabilitazione delle vittime e la riconciliazione, come stipulato nel Patto per l'Afghanistan - tutti elementi determinanti per raggiungere la stabilità e la sicurezza;

(xxvii) certa del fatto che, se non si convincono gli insorti meno radicali, attraverso negoziati politici e vari incentivi, ad accettare le strutture costituzionali e a diventare parte del sistema democratico, la stabilità in Afghanistan non è raggiungibile;

(xxviii) considerando che gli sforzi di ricostruzione in Afghanistan possono portare ad un successo duraturo soltanto se sia il governo sia il popolo sono attivamente e ampiamente coinvolti nel processo, sotto la guida della Strategia di Sviluppo Nazionale per l'Afghanistan;

(xxix) considerando che la Conferenza di Parigi di giugno 2008 dovrebbe innanzi tutto rivedere l'attuazione del Patto per l'Afghanistan e stabilire dei

punti di riferimento per valutare il successo dello sforzo internazionale di ricostruzione, pur sostenendo il completamento, il lancio, il finanziamento e l'attuazione della Strategia di Sviluppo Nazionale per l'Afghanistan;

(xxx) considerando che una stabilità duratura in Afghanistan può essere raggiunta soltanto se tutti i vicini l'accettano come chiave per la stabilità di tutta la regione e agiscono di conseguenza;

(xxxi) consapevole che le insurrezioni non possono essere sedate esclusivamente con misure di carattere militare, ma persuasa della necessità di disporre di un numero considerevole di truppe nel sud per creare l'ambiente sicuro necessario per gli aiuti umanitari urgenti, gli aiuti allo sviluppo e per l'ampliamento del raggio d'azione del governo;

(xxxii) accogliendo con favore i cambiamenti nelle operazioni tattiche della Forza Internazionale di Sicurezza ISAF che hanno comportato una riduzione significativa delle vittime civili;

(xxxiii) considerando che la comunità internazionale deve fornire senza indugio più truppe e personale di addestramento per il potenziamento delle capacità delle forze di sicurezza afgane, in particolare dell'esercito nazionale afgano e della polizia nazionale afgana;

(xxxiv) notando che, nel quadro negli impegni assunti nella Conferenza di Londra, l'Unione europea con i suoi Stati Membri si è impegnata a versare oltre la metà (US\$ 2.416 milioni) dell'importo promesso dagli USA (US\$ 4.000 milioni), ma deplorando che gli Stati UE abbiano molta meno influenza sulla strategia di sviluppo e ricostruzione dell'Afghanistan a causa della propria incapacità di presentare un fronte unitario e per la continua tendenza a sostenere i singoli interessi nazionali;

(xxxv) accogliendo con favore la Visione strategica dell'ISAF, presentata al Vertice di Bucarest della NATO, che conferma un impegno a lungo termine condiviso, la volontà di rafforzare il governo

afgano, una strategia di insieme da parte della comunità internazionale e un'intensificazione della cooperazione con i vicini dell'Afghanistan;

(xxxvi) compiacendosi per i risultati delle elezioni di febbraio 2008 in Pakistan, che esprimono chiaramente il rifiuto di qualsiasi partecipazione dei militari al governo e il rifiuto del militantismo religioso e l'affermazione della fiducia nella democrazia da parte dell'opinione pubblica;

(xxxvii) osservando che il governo pakistano deve ora raccogliere alcune sfide di ordine sociale ed economico, in particolare il rialzo dei prezzi alimentari e petroliferi, la grave scarsità di energia ed elettricità, le lacune del sistema educativo e la massiccia disoccupazione, tutti problemi che devono essere affrontati urgentemente;

(xxxviii) consapevole che il governo dovrà anche trovare una soluzione alla crescente richiesta di una divisione di potere tra il governo federale e quello delle province e una ripartizione più equa delle risorse tra le diverse zone del paese;

(xxxix) sottolineando che i due principali partner della coalizione governativa in Pakistan devono porre fine alle loro dispute politiche e concentrarsi sulle esigenze del paese, riassunte nei due considerando precedenti;

(xl) constatando che l'assenza di autorità e servizi governativi nelle zone tribali del Pakistan e lungo le frontiere con l'Afghanistan ha trasformato queste zone in rifugi per forze ribelli di ogni tipo, in particolare i Talebani e Al Qaeda, che se ne servono per riunire, riarmare, reclutare e addestrare forze destinate ad operazioni in Afghanistan;

(xli) considerando che il Pakistan ha riconosciuto che le operazioni militari non saranno sufficienti a stabilizzare le zone tribali e che per sconfiggere l'islamismo radicale militante è necessario adottare un approccio globale, che comprenda riforme amministrative, economiche, educative, giudiziarie e sociali, sostenute dall'azione

di una comunità di intelligence fedele al governo, dalla polizia, dall'apparato giudiziario e, se necessario, dalle forze armate;

(xliv) considerando che la comunità internazionale deve impegnarsi per fornire sostanziale assistenza ai programmi di sviluppo del Pakistan nelle zone tribali se vuole che queste si stabilizzino;

(xliii) constatando tuttavia con preoccupazione che anche se i fondamentalisti islamici sono disposti a rinunciare alla violenza in Pakistan, in cambio di una diminuzione della pressione militare nelle zone tribali e della fornitura da parte del governo dei servizi di base, essi non saranno necessariamente pronti a porre fine al sostegno ai loro alleati radicali che si trovano dall'altra parte della frontiera con l'Afghanistan nella lotta alla coalizione internazionale e al governo afgano;

(xliii) sostenendo il Documento sulla strategia per paese dell'UE 2007-2013 per il Pakistan, che ha come obiettivo essenziale la diminuzione della povertà e che pone l'accento sugli aiuti allo sviluppo rurale e alla gestione delle risorse naturali, nonché sull'istruzione e lo sviluppo delle risorse umane;

(xliv) sottolineando l'importanza dell'attuazione di questo tipo di programmi di sviluppo nelle zone tribali da entrambi i lati della frontiera tra il Pakistan e l'Afghanistan, al fine di garantire prosperità e stabilità a tutta la regione dove vivono tribù pashtun;

(xlv) soddisfatta della crescente consapevolezza da parte dei paesi dell'Asia centrale alla frontiera nord dell'Afghanistan e dei loro alleati più prossimi che un eventuale fallimento della comunità internazionale in Afghanistan potrebbe avere conseguenze disastrose sulla loro stabilità e sicurezza e del fatto che hanno conseguentemente iniziato ad intensificare la cooperazione e l'assistenza, in particolare nel quadro delle organizzazioni regionali;

(xlvi) considerando che gli alleati occidentali devono prestare maggiore attenzione alla politica dell'Iran nei riguardi

dell'Afghanistan e prevedere di intensificare la cooperazione con questo paese in questo campo, non soltanto perché l'Iran ha una conoscenza approfondita della cultura e della società della regione, ma anche perché la stabilità dell'Afghanistan presenta per questo paese un interesse reale;

**RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI DELLA UEO, IN QUANTO MEMBRI ATTUALI O POTENZIALI DELL'UNIONE EUROPEA, A:**

1. compiere seri sforzi per imporre un concetto strategico europeo, coerente e completo, di coinvolgimento civile e militare nella ricostruzione dell'Afghanistan;

2. operare in stretta collaborazione con gli USA e il Rappresentante Speciale del Segretario generale delle Nazioni Unite in Afghanistan per elaborare una strategia unica ed omogenea al fine di stabilire quali sforzi la comunità internazionale debba compiere per ricostruire l'Afghanistan e definire gli obiettivi e i punti di riferimento comuni per la riuscita dell'impegno internazionale di ricostruzione, al fine di permettere a tutti i partecipanti stranieri di definire collegialmente le condizioni per un disimpegno ordinato;

3. assicurarsi che la Conferenza di Parigi, prevista per giugno 2008, effettui una valutazione collettiva di quanto è stato fatto finora insieme ad un aggiornamento e, se necessario, un adeguamento del Patto per l'Afghanistan del 2006 per includervi un impegno chiaro della comunità internazionale al raggiungimento degli obiettivi fissati e alla fornitura delle necessarie risorse umane e finanziarie;

4. elaborare una politica comune coerente nei confronti dei vicini dell'Afghanistan per renderli partecipi di una strategia tesa a fornire un contributo ef-

fettivo e duraturo alla pace, alla stabilità e al benessere in Afghanistan;

5. accelerare gli sforzi, in stretta collaborazione con la Commissione e il Consiglio UE, per mettere a punto una strategia europea omogenea in settori essenziali, quali il mantenimento dell'ordine, la creazione dello stato di diritto e la lotta al narcotraffico, in cui forniscono assistenza al governo afgano per l'elaborazione di una strategia coerente;

6. convenire che il loro contributo allo sforzo di ricostruzione deve proseguire fino a quando la sicurezza, la stabilità e lo stato di diritto non saranno instaurati in tutto l'Afghanistan e il paese non avrà un governo nazionale democratico in pieno possesso dei propri poteri, in grado di fornire alla popolazione tutti i servizi di prima necessità;

7. proseguire con vigore gli obiettivi fissati nel Documento sulla strategia dell'UE 2007-2013 per il Pakistan, per aiutare il paese a ritrovare la stabilità e a garantire il benessere a tutta la popolazione;

8. incoraggiare maggiormente gli sforzi avviati dal G8 nel 2007 tesi a ricorrere al metodo tradizionale delle jirga come mezzo per instaurare la pace, da una parte in Afghanistan a livello locale e regionale, dall'altra tra l'Afghanistan e il Pakistan per risolvere i problemi nella regione frontaliera;

9. attuare programmi simili di sviluppo economico e sociale nelle zone tribali da entrambi i lati della frontiera tra Pakistan e Afghanistan, in stretta cooperazione, per garantire prosperità e stabilità a tutta questa regione;

10. potenziare la cooperazione con l'Iran per instaurare la pace, la prosperità e la stabilità in Afghanistan, mettendo pienamente a frutto la conoscenza approfondita che l'Iran ha della cultura e della società della regione e il suo interesse reale per un Afghanistan stabile.